



CCFD-Infos N° 80 – janvier 2018

CCFD du Doubs, 18 rue Mégevand 25 000 Besançon
Tél : 03 81 25 28 05 – Mél : ccfd25@ccfd-terresolidaire.org
permanence : les mercredis de 14 h à 17 h
site national : <https://ccfd-terresolidaire.org/>
blog régional : blog.ccfid-terresolidaire.org/bfc



Éditorial

L'année 2017 s'achève, et notre mobilisation a essayé une nouvelle fois d'être à la hauteur des enjeux en cette année électorale où nous étions appelés à nous mettre à l'écoute pour « Entendre et transformer en Espérance la clameur du monde » et à « Prendre le parti de la Solidarité ».

Nous l'avons fait en équipe et avec d'autres associations : animations en paroisse ou en milieu scolaire, conférences, rencontres des candidats aux élections, campagne de carême, participation aux différents collectifs accueil migrants, forums régionaux...

Cette année, nous sommes invités à « **Changer nos comportements pour que justesse écologique et justice sociale soient notre chemin pour le Paix** » et « **Avec nos différences, à tisser ensemble une terre solidaire** ». Chacune et chacun pourra apporter sa pierre, non pour construire des murs comme c'est, hélas, le cas trop souvent, murs qui isolent et renferment sur soi, mais pour bâtir des ponts, par delà nos différences, qui permettent la découverte, la rencontre, et relient le « Ici » et le « Là-bas ».

L'accueil d'un **partenaire palestinien** sera, nous l'espérons, l'occasion de dynamiser l'ensemble de notre délégation 25 grâce à l'équipe de Levier et à tous ceux qui prépareront son séjour, d'approfondir le sens du partenariat, de réfléchir aux conditions d'une paix durable, et de nous enrichir mutuellement par nos partages d'expériences.

Nous venons de fêter Noël, mais à quoi sert-il de « fêter la naissance de Jésus s'il ne naît pas dans nos cœurs ? ». Il nous invite à témoigner de son Amour pour tous les hommes. Il compte sur nous pour transformer le monde et bâtir son Royaume de Justice et de Paix. Alors, abordons 2018 avec Confiance et Espérance.

Le synode sera pour nous l'occasion de réaffirmer en Église les convictions du CCFD-Terre Solidaire, en apportant notre réflexion et contribution au module « Prenons soin les uns des autres ».

Mais pour être féconde, toute réflexion doit conduire à l'action. Une de nos missions prioritaires étant de donner à nos partenaires les moyens financiers de mener à terme leurs projets, l'équipe d'animation a décidé cette année de chercher à renforcer et diversifier la collecte. Nous en reparlerons lors de l'AD du 20 janvier.

Que cette année 2018 soit fraternelle, solidaire et...conviviale pour que, localement, nous sachions, nous aussi, renforcer les liens qui nous unissent.

Pour l'équipe d'animation
Bernadette Salvi

La COP21

Sans doute vous souvenez-vous des attentes suscitées par l'annonce de son ouverture au Bourget le 30 novembre 2015 et, dès le 12 décembre, des titres dithyrambiques par lesquels la presse saluait les accords de Paris qui venaient d'être signés.

Certains n'ont pas craint d'employer le mot « miracle »: 195 pays, 150 chefs d'états, des objectifs ambitieux : maintenir l'élévation de température moyenne de la planète nettement en-dessous de 2°C et parvenir dans les meilleurs délais au plafonnement mondial des émissions de GES, gaz à effet de serre.

Le journal britannique Guardian a quant à lui parlé de « désastre » si on comparait les résultats obtenus à « ce que ça devrait être » : il dénonçait un accord ne répondant pas à tous les défis, non contraignant juridiquement, irréaliste dans ses objectifs compte tenu de la situation et parce que ne disant rien sur le renoncement nécessaire aux énergies fossiles, ni sur les transports maritimes et aériens, la sécurité alimentaire, pour laquelle les deux chargées de mission du CCFD-Terre solidaire, Maureen Jorand et Anne-Laure Sablé n'ont cessé de batailler tout au long des négociations auxquelles elles ont participé, la transition énergétique, les financements des pays riches pour aider les pays en développement à faire face au défi climatique, etc.

Tout était possible... mais tout restait à faire !

La COP 22

Elle a réuni quelques 200 pays à Marrakech en novembre 2016, elle devait arrêter les modalités d'application de l'accord sur le climat signé à Paris lors de la COP21 et l'agenda des négociations.

Les chefs d'État et autres personnalités ont multiplié les discours pour saluer la mobilisation dans la continuité de l'Accord de Paris auquel ils ont réaffirmé leur soutien.

La COP22 était annoncée comme celle de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, sujets majeurs, ce dont tous conviennent. Paradoxalement, elle s'est enlisée dans un blocage sur les questions agricoles ou plutôt, sur l'opposition à ce propos, entre pays développés et pays en voie de développement. L'attentisme qui en découle se fait, comme toujours, aux dépens des populations les plus vulnérables qui souffrent déjà des changements climatiques.

Action contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire et le Secours Catholique – Caritas France ont regretté qu'une fois encore, les intérêts financiers du secteur de l'agro-alimentaire aient primé sur la sécurité alimentaire des populations, sous couvert de la lutte contre les dérèglements climatiques.

Finalement, la principale avancée reste...la mise en place d'une feuille de route pour les années à venir et la promesse d'accélérer le rythme !

La COP 23

Elle s'est tenue à Bonn pendant 2 semaines en novembre et, placée sous la présidence d'un petit État insulaire, les îles Fidji qui subissent déjà de plein fouet les impacts du changement climatique, elle a réuni 196 États.

Forcément moins médiatique que la COP21, elle était essentielle dans la mise en place des engagements climatiques des États. Car les trois prochaines années seront décisives pour mettre le monde sur les rails d'un réchauffement limité à 2°C, voire 1,5°C. Or, selon les experts de l'ONU les engagements nationaux nous placent pour l'instant sur une trajectoire à 3°C

Elle devait répondre à quelques questions essentielles : quelle aide financière des pays riches pour les pays pauvres? Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ? Comment quantifier les moyens financiers et débloquer les fonds nécessaires ? Comment relever l'ambition des engagements des États ?

Quel bilan peut-on faire de cette COP 23?

Pour beaucoup, cette rencontre internationale laisse un goût amer et ce, pour plusieurs raisons: les efforts actuellement déployés pour la réduction des émissions de GES sont loin d'être suffisants pour tenir l'objectif de 2°C d'augmentation. Les émissions de CO2 liées aux énergies fossiles (gaz,

pétrole, charbon), responsables de l'essentiel du réchauffement, sont reparties à la hausse, après trois ans de relative stabilité. De plus, trop peu de décisions concrètes ont été prises, aucune avancée notable n'a été relevée. La conférence a vu ressurgir les divisions entre pays développés et pays en développement, en particulier autour des engagements financiers des premiers : on sait le désengagement des USA suite à la décision de Donald Trump de ne pas participer au versement annuel des 100 milliards de dollars au fond vert de l'ONU pour aider les pays pauvres à lutter contre le changement climatique.

Sans doute cela est-il pour beaucoup dans le sur-place constaté lors de cette réunion mondiale. Les nombreux pays isolés, pauvres ou insulaires qui subissent de plus en plus le revers de médaille d'un climat bouleversé, ont exprimé leur inquiétude.

Quelques avancées ont pourtant été enregistrées : par exemple, ouvrir tout au long de l'année 2018 un dialogue qui doit permettre aux pays impliqués de dresser le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre et de revoir leurs engagements en ce sens lorsqu'ils sont insuffisants.

Ou bien encore organiser des journées thématiques sur les secteurs stratégiques pour l'action climatique : énergies renouvelables, agriculture, transports, forêts, gestion de l'eau, finance et innovation, mais aussi alerter sur les enjeux de genre et les impacts du changement climatique sur la santé. Parallèlement aux négociations officielles, plusieurs initiatives positives ont été prises : le lancement d'une Alliance pour la sortie du charbon par le Royaume-Uni et le Canada, rejoints depuis par 25 membres, dont la France, l'Italie, les Pays-Bas et les îles Fidji.

Mais, pour l'essentiel, **on espère donc désormais beaucoup de la COP 24** qui se tiendra en 2018, à Katowice en Pologne.

Cela n'est pas fait pour rassurer : c'est un pays très porté sur le charbon, énergie fossile qui serait responsable de 40% des émissions de GES de la planète. C'est le gouvernement polonais qui a vidé de sa substance la réforme du marché carbone européen. Enfin, c'est la Pologne qui vient de signer d'énormes contrats d'importations de gaz de schiste en provenance des États-Unis. Elle semble ignorer que la politique climatique nécessite d'importantes réductions des émissions de GES et l'abandon des fausses solutions au défi climatique.

Comme le résumait un délégué: «*On a une année très chargée devant nous !*»



La Fête de la diversité : clôture du Festival des Solidarités FESTISOL

Clôture de la quinzaine consacrée au Festival des solidarités internationales, la cinquième édition de la Fête de la diversité s'est déroulée le dimanche 3 décembre 2017 au Grand Kursaal de Besançon. Organisée par un collectif de 23 associations œuvrant principalement dans le domaine de la défense des droits de l'Homme et en particulier des droits des étrangers, cette manifestation désormais incontournable a réuni plus de 430 personnes.



Une cinquantaine de demandeurs d'asile avaient été invités. Un moyen pour ces derniers de sentir qu'ils font partie d'une humanité sans préjugés. Comme chaque année, le repas était assuré par les associations représentant l'ensemble de la diversité culturelle, qu'elles soient africaines, iraniennes ou asiatiques. Pour la première fois, notre région était représentée avec une entrée franc-comtoise.

La partie spectacle, toujours haute en couleurs et en talents, voyait alterner musiques du monde, danses cambodgiennes, défilé de mode africaine, chants des Balkans, sans oublier la musique arabo-andalouse et le jazz manouche.

Une édition 2017 une fois encore très réussie .

Le collectif vous donne rendez-vous l'an prochain : **le dimanche 2 décembre 2018.**

Face à la crise de l'accueil des migrants : une mobilisation citoyenne croissante

Les médias dévoilent parfois les drames subis par les migrants sur leur chemin d'exil vers l'Europe : à leur traversée de la Libye (prison, torture, viol, mise en esclavage...), de la Méditerranée (5100 morts en 2016)...et du franchissement de la frontière Italie-France. A l'arrivée sur notre territoire, trop d'exilés sont privés des droits fondamentaux : un toit, des soins...ou subissent un renvoi systématique, même s'ils sont mineurs isolés ! Des actes de citoyens solidaires sont réprimés par l'Etat : la présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme(CNCDH), Christine Lazerges s'indigne :

« Il n'est pas tolérable qu'en France des femmes et des hommes craignent d'être poursuivis en justice pour être venus en aide à des personnes exilées dont des mineurs, bien souvent sans famille, sans moyen, sans soutien, ayant parcouru des milliers de kilomètres pour trouver refuge et protection en Europe. Il n'est pas tolérable que la France condamne des actes qui font écho au troisième mot de notre devise « Fraternité » », et qui sont, de surcroît, une réponse à la défaillance des pouvoirs publics »,

Quand les droits humains sont niés, c'est notre propre humanité et celle de nos enfants qui est en danger ! Pour les associations, les ONG et de simples citoyens : le respect des droits humains est une ligne rouge à ne pas franchir ! Sinon, c'est prendre le risque de tomber en barbarie !

Aussi, dès juin 2017, des associations, dont le CCFD-Terre solidaire, Emmaüs, le Gisti, ont initié un **appel à Emmanuel Macron, pour un changement radical de politique migratoire** ; cet appel, signé par **470 associations** a été lancé officiellement le 15 juin 2017. En voici un extrait :

« Nous, membres d'associations nationales, collectifs de migrants ou citoyens réunis dans des initiatives locales de solidarité avec eux,...nous avons vu des dizaines de milliers de personnes, ces derniers mois, s'engager, dans leurs quartiers ou dans leurs villages, pour témoigner de l'humanité la plus élémentaire : offrir réconfort et dignité à des personnes accablées par des parcours de souffrance et de danger, voyant leurs droits fondamentaux tout simplement niés par les autorités de l'État. »...

*« Nous qui **construisons chaque jour une France solidaire et accueillante**, nous appelons donc le Président de la République et le Premier Ministre, à **convoquer d'urgence une conférence impliquant tous les acteurs**, afin qu'émergent des **politiques alternatives d'accueil et d'accès aux droits**, empreintes de solidarité et d'humanité ».*

Quelles réponses de l'État ?

Le Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb a convoqué le 7 juillet, quelques organisations, pour une annonce de la nouvelle politique migratoire : plus de facilités et de rapidité pour expulser les déboutés du droit d'asile et les « dublinés » (obligés de poser leur demande d'asile dans le 1^{er} pays où ils sont entrés en Europe), et des délais plus courts du traitement des demandes d'asile mais sans moyen humain supplémentaire pour examiner les dossiers. C'est donc un durcissement qui n'a rien à voir avec la large concertation attendue par les associations !

Les deux circulaires, du 20/11 et du 12/12 vont bien dans le sens d'une politique surtout répressive ! **Devant cette fin de non-recevoir, les associations réagissent en donnant une conférence de presse de lancement des Etats Généraux des Migrations le 21 novembre, relayée par de très nombreux médias.** Le site du Monde, titre :

*« **Tous sous une même bannière, 470 associations et collectifs d'aide aux migrants lancent les Etats Généraux des Migrations (EGM)** ». Le Monde souligne la diversité des organisations : Amnesty International, CCFD-Terre solidaire, Secours catholique, LDH, Croix Rouge...et des collectifs présents aux côtés des migrants, comme Roya Citoyenne, Fédération d'entraide protestante, JRS-Welcome.... Ce qui ne s'était pas vu depuis 10 ans !*

L'objectif est de mettre en place une **consultation citoyenne** sous forme de **Cahiers de doléances** pour construire des **propositions alternatives respectueuses des droits humains fondamentaux** et pour **les promouvoir auprès du gouvernement avec la force de l'appui citoyen**.

Cette **mobilisation** s'inscrit dans la durée. Elle se traduira par des consultations dans tous les territoires en France pour établir **un état des lieux** et faire **ressortir des propositions pour une politique alternative**, respectueuse des droits humains. Ces travaux seront diffusés au printemps 2018. En s'appuyant sur les actions d'humanité et de solidarité de très nombreux français, le collectif des EGM se propose de créer un vaste mouvement citoyen ; ce sera la **base d'un contre-pouvoir** afin de peser sur le projet de loi qui sera présenté en Conseil des ministres fin janvier 2018 et débattu au parlement au printemps 2018, en procédure accélérée.

Pour plus d'informations : www.eg-migrations.org

Pour sa 2^e étape de mobilisation, le Collectif des États Généraux des Migrations a choisi le **18 décembre, Journée Internationale des Migrations**. Il a alors publié **une tribune, signée par 433 organisations** (dont le CCFD-Terre solidaire et sa délégation 25) :

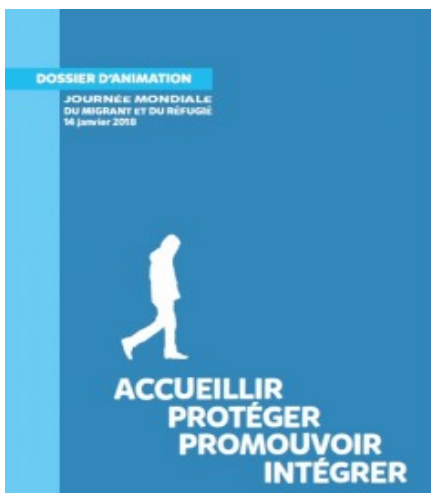
« L'humanité de demain se construit par l'accueil des migrants aujourd'hui » ,

Le texte est à lire en fichier joint ou en suivant le lien : <https://eg-migrations.org/Tribune-L-humanite-de-demain-se-construit-par-l-accueil-des-migrants-aujourd>

La date du 18 décembre est symbolique car elle rappelle l'adoption par l'ONU, de la « Convention pour les droits des travailleurs migrants et de leur famille », le 18 décembre 1990 (Convention non ratifiée par la France).

La journée du 18 décembre 2017 marque le départ du processus de concertation citoyenne qui se fera en région durant les 5 prochains mois et auquel nous sommes invité.e.s à participer au sein de la DD25 et avec nos alliés.

Nous rappelons que le réseau thématique Migrations du CCFD-Terre solidaire est très actif, il est ouvert à toute personne qui s'intéresse à ce sujet majeur. Pour cela vous pouvez contacter Anne-Christelle : ac.febrero@ccfd-teresolidaire.org qui diffuse les informations.



Dans cette démarche d'humanité, nous avons un allié d'autorité : notre pape François rappelle de façon incessante que la question des migrations mondiales est une priorité pour l'Église catholique. Dans son message pour la **Journée de la Paix** le 1^{er} janvier 2018 : « **les migrants et les réfugiés : des hommes et des femmes en quête en quête de paix** », il invite chacun.e à un autre regard sur les exilés : « *Tous les éléments dont dispose la communauté internationale indiquent que les migrations globales continueront à caractériser notre avenir...je vous invite à les regarder avec un regard rempli de confiance, comme une occasion de construire un avenir de paix...En observant les migrants et les réfugiés, ce regard saura découvrir qu'ils n'arrivent pas les mains vides : ils apportent avec eux un élan de courage, leurs capacités et leurs aspirations, sans compter les trésors de leurs cultures d'origines.* »

A l'occasion de la toute proche **Journée mondiale du Migrant et du Réfugié, le 14 janvier**, le Pape François nous appelle à «**accueillir, protéger, promouvoir et intégrer les migrants et les réfugiés qui ont perdu leur terre et leur maison et qui se trouvent en péril** ». Ces quatre actions sont développées dans un texte de 20 propositions précises publié courant novembre par le Dicastère pour le Développement Humain Intégral et validé par le pape François. Le Dicastère pour le

Développement Humain Intégral est un Ministère au Vatican, dont Bruno-Marie DUFFE, qui fût l'aumônier du CCFD-Terre solidaire, est désormais le Secrétaire.

Nous sommes aussi encouragés dans ce sens par Mgr Dubost, nouvel aumônier national du CCFD-Terre solidaire :

« On ne peut pas être soi-même, sans être ouvert aux autres et en particulier aux autres différents, qu'ils soient ici ou là-bas. Être ouvert cela veut dire savoir recevoir et donner. Dans le domaine de l'ouverture, le CCFD-Terre Solidaire est un 'maitre' ! ».



Agenda du CCFD-Terre solidaire

Quand ?	Quoi ?	Où ?
samedi 13 janvier 2018 9 h 30 – 16 h 30	Échanges et formation régionale au plaidoyer ouverts à tou.te.s (1)	Chevigny-Saint-Sauveur (près de Dijon)
samedi 20 janvier de 9 h 30 h à 16 h	Assemblée diocésaine – formation aux outils d'animation	Valdahon salle du Cercle
samedi 27 janvier 14 h à dimanche 28 janvier après déjeuner	Forum régional : lancement du thème régional triennal (2)	Plombières -les-Dijon Lycée Félix Kir
samedi 10 mars	Journée régionale d'accueil des 3 partenaires	Organisée par la DD21 lieu à préciser
samedi 10 mars au vendredi 16 mars	Accueil du partenaire dans la DD25 par l'équipe de Levier	Selon programme (à préciser)
dimanche 25 mars	Journée régionale de "clôture" de l'accueil des partenaires	À préciser
Du samedi 24 mars (9 h 30) au dimanche 25 mars (13 h)	Formation nationale annuelle au plaidoyer ouverte à tou.te.s	Paris – lieu à préciser

(1) Inscription jusqu'au 12 janvier auprès de :

c.danguin@ccfd-terresolidaire.org ou ccfd25@ccfd-terresolidaire.org

ou en suivant le lien :

<https://framaforms.org/inscription-journee-plaidoyer-bfc-13-janv-1513198324>

Pour le repas de midi, chacun apporte de quoi mettre en commun.

(2) Pour vous inscrire c'est ici. Merci de le faire avant le 20 janvier. Préciser si vous souhaitez déjeuner sur place dimanche midi.

L'équipe de communication :

Jean-Pierre Amiotte, Maryse Fischer, Jean-François Guiraud, Jean-Paul Maigrot